

## 18/10/2012 - Les élus manifestent contre la rénovation de l'aéroport d'Orly

Alors que le président d'ADP (Aéroports de Paris), Pierre Graff tenait hier 17 octobre une conférence de presse pour présenter le projet de rénovation de l'aéroport d'Orly ([voir article détaillé](#)), pas loin d'une centaine d'élus de communes riveraines et de militants associatifs s'opposant aux nuisances aériennes de l'aéroport ont manifesté sur place leur mécontentement.

Une partie seulement des élus, car les maires d'Orly et d'Athis-Mons, étaient eux, au premier rang de la conférence de presse. *« Ce ne sont pas les communes les plus proches de l'aéroport qui en subissent les pires désagréments sonores, mais celles qui se trouvent dans le sillon de décollage des avions »*, explique Claude Carsac, président du Forum sud-francilien contre les nuisances aériennes. Pour les élus qui militent pour un renforcement du couvre-feu et la délocalisation au moins partielle de l'aéroport, cette rénovation est vécue comme une provocation. Pour d'autres, il s'agit au contraire d'une formidable opportunité économique.

Venu discuter avec les élus avant de tenir sa conférence de presse, Pierre Graff a ensuite tenté une mise au point en expliquant que la rénovation de l'aéroport ne conduirait pas à dépasser les seuils d'activité autorisés non plus qu'il n'était prévu d'accueillir des A380 de manière régulière, tout en précisant que ces derniers étaient plus silencieux. Mais alors que les élus veulent remettre en question l'activité même de l'aéroport, le discours n'aura pas suffi à rassurer. *« Je n'ai pas été convaincu*, indique le député-maire de Villiers sur Marne, Jacques Alain Bénisti, à l'issue de la conférence de presse. *Ce que je souhaiterais est qu'au moins la piste internationale soit délocalisée. Cela n'empêcherait pas qu'elle reste accessible depuis Orly en un quart d'heure par une liaison directe mais réduirait les nuisances pour les habitants de cette zone très dense. »*

La prochaine étape dans la réflexion concernant l'aéroport d'Orly passera par la publication du rapport de Commission sur l'avenir d'Orly, lancée en 2001 par Nathalie Kosciusko-Morizet, alors ministre de l'Environnement. *« Pour l'instant, nous n'avons eu que le pré-rapport qui indique qu'il va falloir gérer les saturations et ne reconnaît pas la pollution chimique induite par Orly, nous nous apprêtons donc à le dénoncer »*, annonce Claude Carsac.

